

Quiconque au Canada croit au régime parlementaire s'inquiète, voyant qu'on abandonne le principe fondamental de la responsabilité ministérielle. Au cours de la session, trois ministres auraient dû démissionner pour ne pas s'être acquittés de leurs responsabilités ministérielles. Un ministre qui sème la confusion comme l'a fait le ministre des Finances doit démissionner si l'on veut que soit respecté le principe fondamental de la démocratie parlementaire.

Pour conclure, je vois que vous avez en main un exemplaire de «Fiscalamity», monsieur l'Orateur. L'auteur en est le président du Conseil du Trésor. Il vaut la peine de lire ce document parce qu'il montre l'état d'esprit dans lequel il était lorsqu'il l'a écrit et avant d'entrer dans l'arène politique. Il montre également le peu de choses qu'il a faites depuis qu'il est entré en politique.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je me demande si mon ami de la Colombie-Britannique accepterait de répondre à une question importante.

M. Huntington: Certainement.

M. Nystrom: Le député a dit que le parti néo-démocrate préconisait une politique de dépenses folles. Sait-il ce qui s'est passé dans une province où nous pouvons juger le NPD par ses réalisations? Je ne prétends pas que le NPD soit parfait, mais, en Saskatchewan, sous trois premiers ministres, MM. Tommy Douglas, Woodrow Lloyd et Allan Blakeney, il n'y a presque jamais eu de déficit budgétaire, et c'est probablement la province où la dette par habitant est la moins élevée. Le député le sait-il? Sait-il également que, par comparaison, la dette par habitant est plus élevée dans des provinces comme l'Ontario?

M. Huntington: Oui, monsieur l'Orateur, je le sais. Je sais aussi de quelle façon on s'est emparé des ressources et on a augmenté les impôts dont le revenu a servi à nationaliser les industries, à acheter des terres et des fermes et ainsi de suite. Je sais aussi que le gouvernement de la Saskatchewan a longtemps refusé de s'intéresser à l'industrie de la potasse parce qu'elle présentait des risques. Ce sont le secteur privé et les Américains qui ont pris tous les risques nécessaires pour mettre en valeur la technologie d'extraction de la potasse. Dès que la technologie a été en place et que les risques ont été connus, le gouvernement socialiste de la Saskatchewan a nationalisé ce secteur.

Les habitants de la Saskatchewan ont exprimé franchement leur opinion. Une trop grande partie de leurs fonds de roulement et de l'argent de leurs impôts a servi à nationaliser et à étatiser des entreprises. Ils ont parlé franchement et ils n'ont pas réélu le gouvernement. Le NPD a poussé trop loin sa folie de la nationalisation des moyens de production des biens et des services.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, le député dit que le gouvernement ne voulait pas prendre le risque de nationaliser des mines en voie d'aménagement. Sait-il que, à une exception près peut-être, toutes les mines ont été ouvertes sous le gouvernement libéral et que, par conséquent, le NPD ne pouvait rien faire plus tôt?

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, je me souviens que le chef du NPD de la Saskatchewan avait déclaré que son parti ne songeait vraiment pas à nationaliser ni à reprendre à son compte une entreprise aussi hasardeuse. Je pourrais probable-

ment mettre la main sur cette déclaration, car elle se trouve chez moi, dans mon classeur vertical sur M. Blakeney.

M. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur l'Orateur, le Canada et d'autres pays industrialisés traversent une récession. Le chômage, l'inflation, la hausse des taux d'intérêts et le ralentissement de la productivité se manifestent dans tous les pays industrialisés avec plus ou moins d'acuité.

● (1700)

Les raisons profondes de cette récession généralisée sont diverses. L'augmentation de la facture pétrolière s'est répercutée sur tous les coûts. Il est difficile de songer à un seul produit qu'on pourrait soit faire pousser, extraire ou produire sans énergie. L'augmentation des dépenses des pouvoirs publics, qui date du financement de la guerre du Vietnam par les États-Unis, dépasse la croissance économique réelle. La population attend et exige beaucoup plus du gouvernement, alors que les pouvoirs publics n'ont pas toujours augmenté à l'avenant leurs impôts pour compenser la hausse de leurs dépenses. Par conséquent, leurs déficits ont augmenté. Ils ont donc actionné la planche à billets, nous faisant retomber dans le scénario inflationniste classique voulant qu'il y ait beaucoup d'argent en circulation mais peu de biens et services à acheter.

Évidemment, le Canada n'a pas échappé à ces malheurs et autres maux de la conjoncture économique internationale et il a réagi en recourant à des moyens similaires à ceux mis en œuvre par les autres pays de l'Ouest. Nous avons réduit la masse monétaire, nous avons essayé d'accuser le coût du renchérissement de l'énergie et nous avons cherché le moyen de réduire les dépenses du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne la réduction de la masse monétaire, le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national a approuvé récemment la politique du gouvernement en ces termes:

Nous ne pouvons qu'admirer la Banque du Canada pour la bataille qu'elle livre au nom du bon sens sur le plan de la politique monétaire. Il faut réduire l'inflation et non pas chercher à l'homologuer en augmentant la masse monétaire.

La compression de la masse monétaire n'est évidemment pas le seul facteur qui permette de réduire l'inflation et les taux d'intérêt. Toutefois, en ayant adopté des programmes politiques plus larges pour faire baisser l'inflation et les taux d'intérêt de manière à pouvoir à coup sûr relancer l'emploi et la prospérité réelle, le Canada s'est mis dans une position beaucoup plus vulnérable que la plupart des autres pays du monde industrialisé. Environ un tiers de notre produit national brut, ce qui correspond, si vous voulez, à notre prospérité, dépend des exportations, et c'est là un pourcentage beaucoup plus élevé que dans la plupart des autres pays.

En outre, environ 70 p. 100 de ces exportations sont destinées aux États-Unis. Pour cette seule raison, nous sommes particulièrement vulnérables aux politiques économiques de Washington, et d'autant plus qu'au moins la moitié des échanges commerciaux avec notre voisin du sud consistent en transferts au sein des sociétés, c'est-à-dire que les produits ou les pièces sont expédiés entre les usines ou entrepôts d'une même compagnie.

Nous avons au fil des ans entendu de temps à autre des histoires sur la façon dont les Canadiens s'enrhumaient lorsque les Américains éternuaient ou sur l'éléphant nerveux et son compagnon de lit aux aguets, la souris. Bien qu'elles soient